**Modèle d’avenant de modification substantielle**

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Avenant**

**portant modification du contrat de**

*Madame ou Monsieur*…*(prénom et NOM de l’agent)*

Conclu entre :

... (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement concerné*) représenté(e) par son *Maire/Président(e)* ; et dûment habilité(e) par délibération du ...[[1]](#footnote-1) *(indiquer l’organe délibérant*) en date du ... ci-après désigné(e) « la collectivité ou l’établissement employeur »

et

*Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)*, demeurant … *(adresse)* né(e) le … *(date)*, à … *(Lieu),* ci-après dénommé(e) le co-contractant,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[2]](#footnote-2),

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article … *(article de référence du contrat)*,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 39-4,

Vu la délibération n°… en date du … créant l'emploi permanent de … *(dénomination du poste)* au grade de … *(dénomination du grade)* relevant de la catégorie … *(A, B ou C)* à temps complet (ou temps non complet pour …/35ème) à compter du … et fixant le niveau de recrutement et la rémunération,

Vu le contrat en date du … de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent),*

Considérant le courrier en date du … de l’autorité territoriale proposant à *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)*, une modification d’un élément substantiel du contrat de travail,

Considérant le courrier en date du … de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)*, donnant son accord à la modification de son contrat de travail,

Considérant qu’il est nécessaire de conclure un avenant pour modifier …. *(indication de la modification mise en œuvre)*,

Considérant le caractère substantiel de la modification proposée.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Article 1 :**

L’article … *(numéro de l’article)* du contrat initial en date du … est modifié comme suit : … *(indication de la modification substantielle) :*

* Exemples :

A compter du …, *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)*, est engagé(e) à raison de … heures hebdomadaires, soit …/35ème,

OU

A compter du …, *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)*, percevra une rémunération mensuelle au prorata du temps de travail afférent à son emploi sur la base de l’indice IB …, IM … du grade référencé dans le contrat initial.

OU

A compter du …, *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)*, sera affecté à … *(nom et adresse du lieu de travail*)

OU

Compte-tenu de la transformation du besoin ayant justifié son recrutement et des nouvelles fonctions attribuées à *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)*, l’agent occupera, à compter du …, l’emploi de … compatible avec ses qualifications professionnelles

A ce titre et compte-tenu notamment des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, et des diplômes détenus par le cocontractant ainsi que de son expérience professionnelle, *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)*, percevra une rémunération égale au traitement correspondant à l’indice IB …, IM …

Article 2 :

Tous les autres articles dudit contrat n’ont subi aucune modification.

Article 3 :

Le présent avenant n’est pas transmis au représentant de l’Etat dans le département[[3]](#footnote-3)

**Article 4 :**

Le présent avenant peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement),*

Le … *(date),* en double exemplaires

Le co-contractant Le Maire *ou le-la Président(e)*,

*signature signature*

*(prénom, Nom) (prénom, Nom)*

Ampliation adressée :

- au comptable de la collectivité

- au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Loiret.

1. *Municipal/départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain/d’administration* [↑](#footnote-ref-1)
2. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales)* [↑](#footnote-ref-3)